



SVD-A-24-0487
15/04/2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

10 avril 2024

Délibération
D16/04-24

Technique

Contentieux
opposant le SEVEDE à
la société Valor'Caux

Remboursement des
frais de contentieux
correspondants par
les adhérents
concernés

DATE DE CONVOCATION

3 avril 2024

NOMBRE DE MEMBRES

EN EXERCICE : 29

PRÉSENTS : 18

VOTANTS : 26

Le Comité syndical du SEVEDE (Syndicat d'Élimination et de Valorisation Énergétique des Déchets de l'Estuaire) s'est réuni en séance ordinaire le dix avril deux mille vingt-quatre à 14 h 00 dans la salle de Conférence de l'Unité de Valorisation Énergétique Ecotu'Air à Saint-Jean de Folleville (76170), **sous la présidence de Madame Virginie CAROLO-LUTROT, Présidente du SEVEDE** (Syndicat d'Élimination et de Valorisation Énergétique des Déchets de l'Estuaire).

Membres présents :

Communauté Urbaine LE HAVRE SEINE METROPOLE

M. Patrick BUCOURT

M. Hubert DEJEAN DE LA BATIE

M. Alain FLEURET

M. Jean-Baptiste GASTINNE

M. Patrick LEFEBVRE

Mme Fabienne MALANDAIN

M. Florent SAINT MARTIN

Communauté d'Agglomération CAUX SEINE AGGLO

M. Marc BEAUCHEMIN

Mme Virginie CAROLO-LUTROT

M. Frédéric DENIZE

M. Jean-Marc ORAIN

Communauté d'Agglomération FECAMP CAUX LITTORAL

Mme Brigitte SOENEN

Communauté de Communes YVETOT NORMANDIE

Mme Virginie BLANDIN

Mme Denise HEUDRON, suppléante

Communauté de Communes CŒUR CÔTE FLEURIE

M. Jacques MARIE

M. David MULLER

Communauté de Communes TERRE D'AUGE

M. Joël LEBRUN

M. David POTTIER

formant la majorité des membres en exercice.

Absents Excusés :

Communauté Urbaine LE HAVRE SEINE METROPOLE

M. Dominique BELLENGER

M. Pierre BOUYSSSET

M. Alban BRUNEAU

M. Olivier COMBE (pouvoir à M. Alain FLEURET)

M. Olivier ROCHE

Communauté d'Agglomération CAUX SEINE AGGLO

M. Bruno CADIOU (pouvoir à Mme Virginie CAROLO-LUTROT)

M. Thierry DEBRAY (pouvoir à M. Thierry BEAUCHEMIN)

M. Pascal SZALEK (pouvoir à M. Jean-Marc ORAIN)

Communauté d'Agglomération FECAMP CAUX LITTORAL

M. Jean-Marie CROCHEMORE (pouvoir à M. Jean-Baptiste GASTINNE)

M. Laurent VASSET (pouvoir à Mme Brigitte SOENEN)

Communauté de Communes YVETOT NORMANDIE

M. Dominique MACE (pouvoir à Mme Virginie BLANDIN)

Mme Odile DECHAMPS

Communauté de Communes CŒUR CÔTE FLEURIE

M. Michel MARESCOT (pouvoir à M. Jacques MARIE)

Communauté de Communes TERRE D'AUGE

Secrétaire de séance : Madame Virginie Blandin

COMITE SYNDICAL DU MERCREDI 10 AVRIL 2024

Délibération D16/04-24

Technique

Contentieux opposant le SEVEDE à la société Valor'Caux Remboursement des frais de contentieux correspondants par les adhérents concernés

LE COMITÉ SYNDICAL

VU les arrêts du Conseil d'Etat en date du 5 février 2020, n°433308 et n°433314 et les jugements du Tribunal administratif de Rouen du 26 juin 2020, n°1902348 et n°1902349,

VU les instances n°1801650, 1801649, 1902527 et 1902525 en cours devant le Tribunal Administratif de Rouen initiées par la société Valor'Caux,

VU l'arrêté inter-préfectoral du 28 décembre 2022 transférant la compétence en matière de déchets de la Communauté d'Agglomération Fécamp Caux Littoral (CA FCL) au SEVEDE,

VU les délibérations du SEVEDE n°D07/02-21 du 09 février 2021, n°D05-02-23 en date du 8 février 2023 et n°D09/02-24 du 08 février 2024 portant constitution de provisions pour le contentieux opposant le SEVEDE à la société Valor'Caux,

VU le rapport de la Présidente,

CONSIDERANT

Qu'au début de l'année 2017, la refonte territoriale issue de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite « loi NOTRe » a eu un impact sur le périmètre des syndicats de traitement de déchets agissant sur un large périmètre : plusieurs communes membres d'EPCI qui étaient adhérents au Syndicat mixte de traitement et de valorisation des déchets du Pays de Caux (SMITVAD) ont rejoint des EPCI adhérents au SEVEDE ou client d'OREADE.

La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a également adhéré au SEVEDE par arrêté inter-préfectoral en date du 25 juillet 2019 pour la totalité de son nouveau territoire,

CONSIDERANT

Qu'au terme de plusieurs années de procédure engagée par le SMITVAD, le Conseil d'Etat (CE 5 février 2020, n°433314) (procédures en référé) et le Tribunal administratif de Rouen (26 juin 2020, n°1901414) (procédures au fond) ont considéré que le SEVEDE et la Communauté d'Agglomération Fécamp Caux Littoral (CAFCL) devaient exécuter la convention d'exploitation de l'Ecopôle de Brametot conclue avec VALOR'CAUX, pour les communes anciennement adhérentes au SMITVAD qui les ont rejoint. Il a également enjoint au SEVEDE et à la CA-FCL d'apporter sur ce site les déchets issus de ces communes et de lui verser la rémunération contractuelle prévue (redevances R1 à verser à DEXIA et redevances R2 et R3 à Valor'Caux),

CONSIDERANT

Que la société VALOR'CAUX, filiale de VEOLIA Propreté, est titulaire de la convention d'exploitation de l'Ecopôle de Brametot qui a été conclue le 23 septembre 2010 avec le SMITVAD.

Que Valor'Caux estime avoir subi un préjudice au titre du non-apport des déchets entre le 1^{er} janvier 2017 et le 21 février 2020, date de reprise de la totalité des apports sur le site de Brametot,

CONSIDERANT dès lors,

que la société Valor'Caux a saisi le Tribunal administratif de Rouen d'une demande tendant à ce qu'il condamne le SEVEDE à lui verser :

- la somme au principal de 127.274,76 € HT en réparation du préjudice qu'elle a subi au titre de l'année 2017, somme mise à jour à hauteur de 239 890,37 € HT dans le cadre du mémoire en ouverture de rapport du 08 janvier 2024, comprenant une estimation des intérêts moratoires arrêtés pour l'heure à la date du 23/02/24 + frais et honoraires d'expertise et frais irrépétibles,
- la somme au principal de 130 976,76 € HT en réparation du préjudice qu'elle a subi au titre de l'année 2018, somme mise à jour à hauteur de 210 450,53 € HT dans le cadre du mémoire en ouverture de rapport du 08 janvier 2024, comprenant une estimation des intérêts moratoires arrêtés pour l'heure à la date du 23/02/24, les frais et honoraires d'expertise et les frais irrépétibles étant communs aux deux instances,

CONSIDERANT

que la société Valor'Caux a saisi le Tribunal administratif de Rouen d'une demande tendant à ce qu'il condamne la Communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral à lui verser :

- la somme au principal de 143 364,60 € HT en réparation du préjudice qu'elle a subi au titre de l'année 2017, somme qui a été mise à jour à hauteur de 260 937,34 € HT dans le cadre du mémoire en ouverture de rapport du 08 janvier 2024, comprenant une estimation des intérêts moratoires arrêtés pour l'heure à la date du 23/02/24 + frais et honoraires d'expertise et frais irrépétibles
- la somme au principal de 147 534,60 € HT en réparation du préjudice qu'elle a subi au titre de l'année 2018, somme qui a été mise à jour à hauteur de 228 642,74 € HT dans le cadre du mémoire en ouverture de rapport du 08 janvier 2024, comprenant une estimation des intérêts moratoires arrêtés pour l'heure à la date du 23/02/24, les frais et honoraires d'expertise et frais irrépétibles étant communs aux deux instances,

CONSIDERANT

Que la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FECAMP CAUX LITTORAL (CA-FCL) a transféré sa compétence en matière de déchets au SEVEDE, en vertu d'un arrêté inter-préfectoral en date du 28 décembre 2022,

Que la jurisprudence rendue sur le fondement de l'article L. 5211-5 du CGCT édicte que le transfert de compétence d'une commune à un EPCI a pour effet de substituer ce dernier dans les droits et obligations découlant des contrats conclus par la commune avant ce transfert,

Qu'ainsi les droits et obligations issus de la convention d'exploitation de l'Ecopôle de Brametot qui ont été repris par la CA FCL depuis le 1^{er} janvier 2017 pour les communes anciennement membres du SMITVAD l'ayant rejoint, ont été transférés au SEVEDE du fait de l'adhésion de la CA FCL à ce dernier depuis le 28 décembre 2022,

CONSIDERANT

Que le SEVEDE a reçu une lettre de demande indemnitaire préalable de Valor'Caux en date du 27 décembre 2023, faisant état d'un préjudice s'élevant à **426 933 € HT** pour la 3^{ème} et dernière période de non apport des déchets du 1^{er} janvier 2019 au 21 février 2020, incluant ainsi la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE VALMONT (sauf pour les communes de CRIQUETOT-LEMAUCONDUIT et de VINNEMERVILLE) - actuellement regroupée au sein de la **CA-FCL**,

CONSIDERANT

Que l'ensemble de ces risques contentieux ont fait l'objet de provisions par délibérations n° D07-02-21 en date du 9 février 2021, n° D05-02-23 en date du 8 février 2023 et n° D09-02-24 en date du 08 février 2024,

CONSIDERANT

Qu'il convient en outre d'adopter une délibération adoptant le principe selon lequel les adhérents du SEVEDE concernés :

- Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole,
- Communautés d'agglomération Fécamp Caux Littoral,
- Caux Seine Agglo
- Communauté de Communes Yvetot Normandie

s'engagent à rembourser au SEVEDE les sommes engagées au titre de l'indemnisation du préjudice de Valor'Caux, à charge pour lesdites collectivités de délibérer à leur tour en ce sens,

après en avoir délibéré,

LE COMITE SYNDICAL

DECIDE

➤ de retenir le principe du remboursement par :

- la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole,
- la Communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral,
- la Communauté d'agglomération Caux Seine Agglo
- la Communauté de Communes Yvetot Normandie

des sommes engagées au titre de l'indemnisation du préjudice de Valor'Caux, intérêts moratoires, intérêts capitalisés, frais et honoraires de l'expert judiciaire, frais irrépétibles de l'article L761-1 du code de justice administrative inclus, à charge pour les collectivités concernées de délibérer également en ce sens.

➤ d'émettre les titres de recettes correspondants aux budgets primitifs 2024 et suivants dès lors que le Tribunal Administratif aura statué sur le litige et rendu son jugement.

*Délibéré en séance les jour, mois et an susdits
Pour extrait conforme suivent les signatures*

La Présidente

Virginie CAROL

